

8 millions pour 1976. Ces sommes sont fixées en fonction du montant estimatif des ressources escomptées et les demandes prévues figurant dans le plan de travail. Celui-ci sera révisé chaque année pour indiquer l'évolution de la demande et les décisions prises en ce qui concerne les modalités de financement du Fonds.

40. En 1973, le budget d'administration du Fonds s'élevait à 2,3 millions de dollars et le montant estimatif pour 1974 est de 2,5 millions de dollars. Si l'on considère qu'au 30 septembre 1973 le total des budgets de projet approuvés par le Fonds dépassait 83 millions de dollars, les dépenses d'administration semblent tout à fait raisonnables.

41. M. Salas est satisfait de l'appui financier accru que reçoit le Fonds. A la fin de 1972, 56 gouvernements avaient versé au total 79 millions de dollars. A ce jour, le nombre des gouvernements donateurs est passé à 65 et le montant total des contributions annoncées est proche de 120 millions de dollars. En même temps, le nombre des pays qui demandent au Fonds un appui financier pour leurs programmes a augmenté rapidement. Quatre-vingt-douze pays et zones en voie de développement reçoivent actuellement un appui du Fonds. Malgré l'augmentation rapide des contributions, la demande l'emporte de loin sur les ressources disponibles.

42. A la seizième session du Conseil d'administration, il a été décidé que celui-ci approuverait tous les projets du Fonds d'un budget égal ou supérieur à 1 million de dollars, les accords importants conclus avec les pays et les projets présentant un caractère novateur ou ayant des incidences politiques qui méritent l'attention du Conseil. En outre, il a été décidé que le Fonds consulterait l'Administrateur du PNUD avant d'approuver les projets dotés d'un budget de 250 000 à 1 million de dollars. Le Fonds et le PNUD ont mis au point des procédures en vue d'appliquer ces décisions, et les premiers projets seront soumis à l'approbation du Conseil à sa dix-septième session, en janvier 1974.

43. A sa cinquante-quatrième session, en mai 1973, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1763 (LIV) en vue de fournir des consignes de politique générale au Fonds, conformément aux instructions de l'Assemblée générale. En application de cette résolution, le Fonds cherche à donner aux gouvernements bénéficiaires une plus grande latitude dans le choix de leurs programmes d'assistance. A cette fin, il collabore étroitement avec les différents organismes intéressés, et en particulier avec le PNUD. Dans plus de 20 pays ou régions où des programmes importants sont en cours avec l'assistance du Fonds, celui-ci a nommé des coordonnateurs auprès du représentant résident du PNUD. De cette façon, il devrait être plus facile d'incorporer les programmes en matière de population aux plans généraux de développement économique et social.

44. Les projets relatifs à l'Année mondiale de la population, dont le Conseil économique et social a chargé le Fonds, ont progressé de façon satisfaisante. En coopération avec le Service de l'information et le Centre de l'information économique et social, l'Année mondiale de la population a reçu une publicité importante. En outre, plus de 40 pays ont créé des commissions nationales chargées de susciter diverses activités. Le Fonds a tiré de grands encouragements de l'intérêt considérable qu'ont manifesté à ce propos les pays et les organismes des Nations Unies. Enfin, le Fonds a contribué au financement du secrétariat de la Conférence mondiale de la population, avec lequel il collabore étroitement. La Conférence s'annonce fort bien.

45. Le **PRESIDENT** dit que, en sa qualité de vice-président, il a été chargé par le Président de la Commission de coordonner les consultations relatives aux projets de résolution et aux amendements, conformément à la pratique suivie antérieurement.

La séance est levée à 12 h 25.

1555^e séance

Mardi 13 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1555

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite)
[A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;

g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. FACK (Pays-Bas) dit que les résultats de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies¹ sont extrêmement encourageants, à un moment où l'avenir de l'assistance au développement paraît problématique. Il semble que les Etats Membres éprouvent une confiance croissante à l'égard du PNUD, et les remaniements importants qu'a subis le Programme au cours des dernières années peuvent manifestement être considérés comme une réussite. Les résultats de la Conférence marquent un tournant qui, de l'avis de la

¹ Voir A/CONF.59/SR.1 et 2.

délégation néerlandaise, prélude à une nouvelle augmentation des contributions dont les conséquences pourront être importantes pour les futures activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement.

2. En 1973, le Conseil d'administration du PNUD et le Conseil économique et social ont pris deux mesures qui seront décisives pour l'avenir du PNUD. Tout d'abord, en application de sa résolution 1768 (LIV), le Conseil doit effectuer un examen approfondi des activités opérationnelles; la délégation néerlandaise attend ce bilan avec intérêt. Ensuite, en application de la même résolution, le Conseil économique et social cherche à exercer effectivement le rôle que la Charte des Nations Unies lui destinait à l'origine, en particulier en ce qui concerne la coordination des activités des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies. À cet égard, le réexamen des accords entre les institutions spécialisées et le Conseil est de la plus haute importance. Ces deux décisions du Conseil sont étroitement liées et peuvent avoir des répercussions très favorables sur la capacité du système des Nations Unies pour le développement.

3. L'intérêt manifesté pour le Fonds d'équipement des Nations Unies lors de la Conférence pour les annonces de contributions est également un fait nouveau important. Pour la première fois, le Gouvernement néerlandais a versé une contribution au Fonds, et M. Fack souhaiterait exposer les raisons qui l'ont incité à le faire. Le Fonds d'équipement, qui existe maintenant depuis sept ans, n'a jamais été vraiment opérationnel, en grande partie à cause du manque d'intérêt des pays développés. Néanmoins, la délégation néerlandaise pense que les changements qui se sont produits depuis la création du Fonds permettent d'envisager de lui rendre vie.

4. Il convient, premièrement, de rappeler la recommandation de la troisième session de la CNUCED concernant l'orientation du Fonds, lequel doit être avant tout au service des pays les moins avancés. Cette recommandation a été confirmée par des décisions ultérieures du Conseil d'administration du PNUD et plus récemment encore par le Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session. Il faudrait que, à la vingt-huitième session, l'Assemblée générale réaffirme la résolution 1753 (LIV) du Conseil, notamment les paragraphes qui traitent du Fonds, et plus particulièrement de la nécessité de fournir une assistance supplémentaire aux pays les moins avancés.

5. Deuxièmement, il semble qu'il y ait place pour des activités complémentaires dans le domaine des investissements. Il conviendrait de promouvoir les activités pouvant améliorer la capacité d'effort autocentré des pays en voie de développement et intensifier la participation des couches les plus pauvres de la population au processus de développement. Le Fonds pourrait financer ces activités grâce à des projets de développement rural intégré, même s'ils ne devaient pas être rentables d'un point de vue strictement économique. Le Fonds comblerait ainsi une lacune qui existe entre les activités actuelles de préinvestissement du PNUD et les activités d'investissement de l'AID et d'autres institutions financières et pourrait de ce fait devenir une institution d'investissement particulièrement importante pour les pays les moins avancés.

6. Troisièmement, en fournissant une assistance par l'intermédiaire des institutions financières nationales des pays en voie de développement eux-mêmes, le Fonds pourrait répondre à un besoin bien précis tout en renforçant la capacité d'effort autocentré des pays en voie de développement. Cette aide financière indirecte du Fonds pourrait compléter l'assistance technique fournie par le PNUD dans le cadre de la programmation par pays.

7. Quatrièmement, il serait possible de promouvoir le financement des petites entreprises du secteur agricole et des secteurs complémentaires tels que les industries agricoles, l'artisanat et les services, par l'intermédiaire d'organismes de crédit spécialisés qui fourniraient des capitaux et des conseils d'ordre technique et administratif.

8. Enfin, M. Fack note que les institutions du Groupe de la Banque mondiale s'occupent davantage depuis quelques années de financement par l'intermédiaire des banques de développement et d'organismes analogues des pays en voie de développement et fournissent une assistance technique en vue de renforcer ces organismes. Il lui semble que, en raison de l'importance potentielle de ce secteur, les activités du Fonds et du Groupe pourraient être complémentaires dans ce domaine d'action en faveur du développement.

9. Le Fonds peut donc aspirer légitimement à un rôle important. Certes, ceux qui l'ont créé il y a sept ans se faisaient sans doute une conception différente de ce rôle, mais il convient d'adapter les institutions aux conditions et aux idées nouvelles. M. Fack espère que les remarques qu'il vient de faire inciteront les autres délégations à présenter des observations qui seront étudiées attentivement par l'Administrateur et par le Conseil d'administration du PNUD. Il faudrait que les pays développés et les pays en voie de développement, ainsi que les organismes intéressés des Nations Unies, unissent leurs efforts pour faire du Fonds d'équipement un organe vraiment efficace et pleinement opérationnel.

10. La délégation néerlandaise tient aussi à réaffirmer son appui complet au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et annonce que le Gouvernement néerlandais a présenté au Parlement une proposition tendant à faire passer sa contribution pour 1974 à l'équivalent de 5,5 millions de dollars. En outre, les Pays-Bas continuent à appuyer le FISE, qui a montré au cours des dernières années qu'il était remarquablement à même d'intervenir rapidement en cas de catastrophe naturelle et non naturelle dans différentes régions du monde; le Gouvernement néerlandais a l'intention de porter sa contribution au FISE pour 1974 à 4 millions de florins sous réserve de l'approbation du Parlement.

11. Pour terminer, M. Fack présente le projet de résolution A/C.2/L.1306 et exprime l'espoir que ce texte fera l'objet d'une décision unanime de la Deuxième Commission et de l'Assemblée générale.

12. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que sa délégation se félicite de l'augmentation des ressources du PNUD. C'est là une marque de confiance de la part de la communauté internationale et une claire indication, pour l'Administrateur, de la voie à suivre. La délégation voltaïque se félicite en outre que les Pays-Bas et la Norvège aient décidé de verser pour la pre-

mière fois une contribution au Fonds d'équipement des Nations Unies. Une telle décision permet d'espérer que les pays développés dans leur ensemble reviendront sur leur attitude à l'égard du Fonds, compte tenu du fait que celui-ci doit être avant tout au service des pays les moins avancés.

13. Le niveau atteint par les annonces de contributions au PNUD pour 1974 devrait inciter le Conseil d'administration à réexaminer l'assistance qu'il fournit à certains pays, et notamment aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral, ainsi qu'à intensifier son assistance aux projets régionaux, sous-régionaux et mondiaux. Dans le cas des pays les moins avancés, il conviendrait que le Conseil d'administration envisage d'augmenter immédiatement l'assistance qui leur est fournie, sans attendre qu'une catastrophe quelconque oblige la communauté internationale à intervenir d'urgence. Il faut aider ces pays à sortir de leur misère le plus tôt possible, sinon leur développement risque d'être définitivement compromis. Le PNUD possède l'infrastructure et les compétences nécessaires pour réussir dans une telle entreprise.

14. A propos des projets régionaux et sous-régionaux, l'examen entrepris en vue d'éliminer les projets qui n'ont plus de raison d'être vient à son heure : le PNUD pourra ainsi accorder plus d'attention aux autres projets régionaux et sous-régionaux, notamment en Afrique, continent qui compte le plus grand nombre de pays indépendants et le plus grand nombre de pays les moins avancés et sans littoral. Ces pays sont conscients de l'importance de la coopération régionale et sous-régionale qui seule leur permettra de résoudre leurs problèmes communs.

15. La Haute-Volta participe aux activités du Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement, créé par le Conseil d'administration du PNUD² en application de la résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale. Le désir de coopération des pays en voie de développement ne fait pas de doute et la délégation voltaïque attend avec intérêt les décisions que prendra le Groupe de travail sur les modalités pratiques de cette coopération.

16. Dans le cadre des projets mondiaux, le PNUD doit particulièrement faire porter ses efforts sur les pays de la région soudano-sahélienne frappés par la sécheresse. Il faudrait notamment intensifier les recherches concernant de nouvelles variétés de céréales mieux adaptées aux régions sèches. Les instituts de recherche d'Hyderabad et du Mexique devraient orienter leurs efforts en tenant compte des besoins de la région soudano-sahélienne. A ce propos, la délégation voltaïque espère que les ressources permettront de créer un institut du Sahel, comme l'ont demandé les pays de la région.

17. Malgré le flottement administratif qui se manifeste dans les activités de coopération technique de l'ONU, la Haute-Volta continue à les appuyer, car elles complètent heureusement celles du PNUD.

18. La Haute-Volta reconnaît le rôle important joué par le FISE en général, et particulièrement en cas de catastrophe, naturelle ou autre, et dans les pays les moins avancés. Le FISE d'autre part sensibilise

l'opinion publique internationale à la situation des jeunes enfants et des mères. Il convient qu'il s'attache à résoudre les problèmes qui se posent à ces deux catégories de personnes avant qu'il ne soit trop tard. M. Diallo espère que le FISE poursuivra ses efforts avec l'appui de la communauté mondiale.

19. Les pays en voie de développement ont apprécié les activités déployées par le Programme alimentaire mondial à l'occasion de la sécheresse qui a frappé les pays de la région soudano-sahélienne et ils apprécient aussi ses activités ordinaires. Malheureusement, le PAM ne peut avoir qu'une importance limitée vu le peu de ressources dont il dispose.

20. Passant au projet de résolution A/C.2/L.1298, intitulé "Objectif pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période 1975-1976", M. Diallo demande si l'objectif de 440 millions de dollars fixé pour les contributions volontaires tient compte de la pénurie qui règne dans un certain nombre de régions et en particulier dans la région soudano-sahélienne. Il espère que le PAM révisera cette évaluation compte tenu de l'étude effectuée par la FAO. Il demande aux pays développés de contribuer généreusement à la reconstitution des ressources du PAM.

21. Pour terminer, M. Diallo tient à réitérer l'appui de sa délégation aux programmes qu'il n'a pas cités, à savoir le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, le programme des Volontaires des Nations Unies et le Fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles.

22. M. MUELLER (Autriche) dit que les opérations du PNUD ont une place particulière parmi les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement. Les résultats obtenus par le PNUD ces dernières années attestent l'utilité des remaniements entrepris il y a trois ans. Le problème crucial auquel il se heurte désormais réside dans la nécessité d'obtenir un appui financier suffisant. La délégation autrichienne a donc été satisfaite de constater que les contributions annoncées pour 1974 sont en augmentation de 18 p. 100 par rapport à 1973, grâce non seulement à un effort supplémentaire de la part des pays développés, mais également à un appui massif des pays en voie de développement. Il importe tout particulièrement que le nombre de donateurs nets continue à augmenter, car si un certain nombre de pays qui sont actuellement bénéficiaires nets devenaient donateurs nets, tous les pays, et en particulier les principaux donateurs, auraient intérêt à ce que le Programme se développe constamment.

23. La répartition actuelle des ressources n'est pas pleinement satisfaisante. La délégation autrichienne était parmi celles qui ont déclaré au Conseil d'administration du PNUD que les critères choisis pour calculer les chiffres indicatifs de planification devaient aboutir à augmenter la part des pays les moins avancés et autres pays à faible revenu. La délégation autrichienne a également proposé que d'autres critères viennent compléter le revenu par habitant et le chiffre de la population, notamment la structure économique du pays, les efforts qu'il déploie pour assurer son propre développement et sa volonté de coopérer avec d'autres pays en voie de développement. Un grand nombre de ces éléments ne sont pas aisément chiffrables; cependant, la délégation autrichienne espère

² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2, par. 332.

que les critères qui seront finalement retenus seront à la fois précis et assez souples.

24. Le représentant de l'Autriche se félicite que l'on envisage de réorienter le Fonds d'équipement des Nations Unies afin d'en faire bénéficier en priorité les pays en voie de développement les moins avancés. Il faudra pour cela veiller à ce que les activités du Fonds correspondent effectivement aux besoins de ces pays et éviter que les efforts entrepris ne fassent double emploi avec ceux du PNUD, d'une part, et ceux du Groupe de la Banque mondiale, d'autre part.

25. La délégation autrichienne appuie dans l'ensemble les principales dispositions du projet de résolution A/C.2/L.1306 présenté par le représentant des Pays-Bas, étant entendu que les renseignements qui sont demandés dans ce document donneront à la Commission la possibilité de procéder à un nouvel examen de la politique générale du Fonds.

26. La délégation autrichienne attache une importance toute particulière au programme des Volontaires des Nations Unies qui, à son avis, montre à quel point les jeunes entendent se consacrer à la réalisation des objectifs du développement dans un esprit de solidarité humaine et de coopération internationale. Malgré la portée encore limitée du programme, les résultats obtenus apparaissent de plus en plus positifs. De l'avis du représentant de l'Autriche, son succès dépend non seulement de l'accroissement de ses ressources, mais également, et c'est peut-être là le plus important, de la qualité des services qu'il fournit aux pays en voie de développement. Il y a tout lieu de se féliciter du renforcement des liens existant entre ce programme et le secrétariat international du Service volontaire, car celui-ci pourra faire profiter le programme des Volontaires des Nations Unies de son expérience et appuyer ainsi les efforts faits par ce dernier pour garantir la qualité de ces volontaires. On peut toutefois se demander si la création d'équipes multinationales se révélera satisfaisante dans tous les cas. Les membres de ces équipes sont souvent issus de milieux très différents et il est à craindre que leur formation ne pose quelques problèmes. Il faut en outre tenir compte de la nécessité d'augmenter le nombre des volontaires originaires de pays en voie de développement. La nature des missions qui seront confiées aux volontaires, ainsi que les conseils dont ils bénéficieront dans l'exécution de leur tâche, influenceront considérablement sur l'efficacité de leur action et par conséquent sur l'attitude des gouvernements et des organisations envers le concept du service volontaire. La délégation autrichienne est cependant convaincue que le programme des Volontaires des Nations Unies pourra résoudre ces problèmes et obtenir l'appui dont il a besoin pour jouer le rôle important qui lui revient dans le système des Nations Unies.

27. En ce qui concerne les activités du FISE, le représentant de l'Autriche sait gré à cette organisation des efforts qu'elle déploie en vue d'améliorer le sort de millions d'enfants qui souffrent de la malnutrition, des maladies et du manque d'éducation. Le Gouvernement autrichien partage le point de vue selon lequel le FISE ne pourra venir à bout de ces graves problèmes que s'il bénéficie de l'appui des gouvernements et d'organisations non gouvernementales. C'est pourquoi il a augmenté sa contribution au FISE et a récemment versé, comme d'autres gouvernements, une contribu-

tion à un projet spécial d'assistance multilatérale et bilatérale à long terme.

28. La proposition visant à convoquer une conférence mondiale de l'alimentation ainsi que la formulation et l'application du concept de la sécurité alimentaire mondiale minimale font ressortir la nécessité de trouver d'urgence une solution aux graves problèmes alimentaires qui se posent à la communauté internationale. Il importera de rechercher les moyens de satisfaire à l'avenir aux besoins d'aide alimentaire tant en ce qui concerne les secours d'urgence que le développement dans son ensemble. L'Autriche fera de son mieux pour contribuer à la solution de tous ces problèmes.

29. M. CABRIĆ (Yougoslavie) déclare que sa délégation, qui n'a jamais cessé de souligner la gravité de la situation financière du PNUD et de critiquer les pays développés qui, sous divers prétextes, évitaient de remplir leurs engagements financiers, ne peut que se féliciter aujourd'hui des résultats positifs obtenus lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions. L'augmentation de 18 p. 100 permettra au PNUD de préparer avec plus d'optimisme le deuxième Cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement, qui débutera en 1976. Etant donné que tous les pays ne se sont pas encore conformés à la résolution 2973 (XXVII) par laquelle l'Assemblée générale leur demandait d'augmenter leurs contributions de 15 p. 100 ou plus, on pourra sans doute améliorer encore la situation financière du PNUD de façon qu'il puisse renforcer l'efficacité de ses activités futures.

30. En outre, l'accord réalisé à la seizième session du Conseil d'administration du PNUD (voir E/5365/Rev.1, par. 90) en ce qui concerne l'établissement de critères pour le calcul de chiffres indicatifs de planification lors du deuxième Cycle de la Coopération des Nations Unies pour le développement est un autre facteur important qui permettra de renforcer le rôle du PNUD. La délégation yougoslave se félicite que les critères adoptés soient fondés sur les opinions qu'elle a elle-même exprimées ces dernières années dans divers organes, et notamment lors des sessions du Conseil d'administration. Ces résultats positifs permettront au Programme de chercher de nouveaux moyens d'aider le plus efficacement possible les pays en voie de développement à obtenir une plus grande indépendance économique. L'Administrateur du PNUD a bien montré dans sa déclaration liminaire que, si le Programme s'occupait à l'origine essentiellement de questions concrètes, il est désormais devenu une organisation qui, en identifiant les questions cruciales du monde contemporain, s'efforce de découvrir des idées utiles pour son action future. Le PNUD doit faire preuve d'une souplesse suffisante pour pouvoir adopter des méthodes d'assistance nouvelles. Les thèses avancées par l'Administrateur sont extrêmement précieuses non seulement pour le PNUD mais également pour l'ensemble des organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement.

31. En ce qui concerne la situation financière du PNUD, la délégation yougoslave tient à souligner une fois de plus la nécessité de répartir les contrats de sous-traitance sur une base géographique plus large. Actuellement, ce sont partout quelques pays

développés qui participent à l'exécution des contrats de sous-traitance, ce qui leur permet de récupérer une part considérable des contributions qu'ils versent; certains de ces pays deviennent même des bénéficiaires nets. Il importe donc que les pays en voie de développement soient davantage associés à l'exécution des contrats de sous-traitance.

32. En ce qui concerne les projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, la délégation yougoslave estime que tous les pays en voie de développement, et pas seulement les pays à faibles revenus ou ceux qui sont les moins avancés, peuvent en tirer profit. Ce qui donne une importance particulière à ces projets, c'est qu'ils offrent la possibilité de mettre au service de vastes régions géographiques les découvertes les plus récentes de la science et de la technique qui, dans les limites d'un seul pays, ne pourraient être utilisées rationnellement. Ils permettent d'autre part de renforcer la coopération entre pays en voie de développement.

33. Abordant ensuite la question du Fonds d'équipement des Nations Unies, le représentant de la Yougoslavie insiste sur le fait que ce fonds est essentiellement alimenté par les contributions des pays en voie de développement, parmi lesquels la Yougoslavie. Il a fallu sept ans pour que deux pays développés, la Norvège et les Pays-Bas, décident de se joindre aux pays en voie de développement pour financer les activités du Fonds. Il faut espérer que d'autres gouvernements conscients des besoins des pays en voie de développement suivront leur exemple. L'augmentation des ressources du Fonds permettra à celui-ci de s'acquitter pleinement de la tâche qui lui a été confiée et qui est exposée dans la résolution 2186 (XXI) de l'Assemblée générale et réaffirmée dans le projet de résolution A/C.2/L.1306 présenté par le représentant des Pays-Bas. C'est un fait bien connu que l'Administration du PNUD a attaché assez peu d'importance au Fonds d'équipement et qu'elle n'a accepté de le gérer temporairement qu'à contrecœur. Le moment est maintenant venu pour l'Administrateur de prendre, en sa qualité de Directeur du Fonds, les mesures voulues pour en assurer l'efficacité. Le représentant de la Yougoslavie espère que le projet de résolution A/C.2/L.1306 sera approuvé par l'ensemble des membres de la Commission.

34. Pour ce qui est du FISE et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la délégation yougoslave estime que ces deux organisations ont obtenu des résultats très positifs au cours de l'année écoulée. M. Cabrić rappelle que sa délégation était coauteur de la résolution 1821 (LV) du Conseil économique et social concernant la convocation d'une conférence extraordinaire pour les annonces de contributions au FISE, pour laquelle l'objectif de 100 millions de dollars a été fixé.

35. Comme le représentant des Pays-Bas, le représentant de la Yougoslavie souligne l'importance de l'examen approfondi des activités opérationnelles qui doit être entrepris l'année prochaine. Il donnera l'occasion exceptionnelle d'identifier plus nettement, sur la base de l'expérience acquise au cours des dernières années, les diverses activités opérationnelles du système des Nations Unies, sans écarter pour autant la possibilité d'effectuer les réformes de structures indispensables.

36. M. KRYGER (Danemark) dit que sa délégation a toujours souligné le rôle important que doit jouer, à son avis, le système des Nations Unies dans l'acheminement de l'assistance technique et de préinvestissement aux pays en voie de développement. Elle a réaffirmé cette position lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions.

37. Le représentant du Danemark se félicite que la réorganisation du Programme, entreprise après l'adoption du Consensus de 1970³, ait été pratiquement achevée en 1972, grâce à l'initiative et au dynamisme personnel de l'Administrateur. Il importe maintenant que cette réorganisation se traduise par une stabilisation des dépenses d'administration, en particulier au siège. La délégation danoise se félicite par conséquent que l'Administrateur ait exprimé l'intention de les réduire autant que possible et de faire face aux dépenses entraînées par l'inflation et les fluctuations des taux de change dans les limites de son budget. Elle espère en outre que les mesures qui seront prises pour réduire ces dépenses ne ralentiront en aucun cas l'exécution des projets.

38. De l'avis de la délégation danoise, l'Administration du PNUD pourrait peut-être, comme elle en a le droit, contrôler plus souvent l'exécution de ces projets et peut-être, comme le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, utiliser davantage les ressources locales et régionales. Le représentant du Danemark constate avec satisfaction que la qualité des programmes destinés aux divers pays s'est améliorée, mais il note que la coordination entre le PNUD et les programmes d'assistance au développement dépendant d'autres organes des Nations Unies laisse encore à désirer. Il faut espérer que les efforts faits notamment par les représentants résidents permettront d'améliorer cet état de choses. En effet, la coordination de l'assistance du PNUD avec celle d'autres sources, tant bilatérales que multilatérales, permettrait non seulement d'éviter les chevauchements mais également de renforcer et de compléter mutuellement l'aide fournie. Une coordination complète est difficile à réaliser et il est évident que, au niveau des pays, elle devra être la responsabilité des gouvernements. De l'avis de la délégation danoise, cela ne devrait pourtant pas empêcher les représentants résidents du PNUD d'aider, dans la mesure de leur capacité, les gouvernements des pays intéressés à coordonner l'aide qu'ils reçoivent.

39. Au cours des deux dernières années, l'une des questions les plus importantes dont ait été saisi le Conseil d'Administration du PNUD a été celle de l'établissement des critères à utiliser pour calculer les chiffres indicatifs de planification. Il semble désormais que l'on touche au but et que l'on pourra bientôt entreprendre de planifier les activités de développement du PNUD pour la période 1977-1981. Les décisions prises à ce sujet à la seizième session rejoignent plusieurs des points de vue exprimés antérieurement par le Gouvernement danois. En particulier, il importe que les 25 pays en voie de développement les moins avancés reçoivent au moins 25 p. 100 des ressources disponibles pour les programmes par pays et que la situation de tous les autres pays se trouvant au bas de l'échelle en matière de produit national brut par habitant soit dans l'ensemble améliorée. Il s'agit là de conditions essen-

³ *Ibid.*, quarante-neuvième session, Supplément No 6A, par. 94.

tielles. La délégation danoise sait que la décision prise est le résultat d'un compromis fragile et elle n'a pas l'intention d'ouvrir à nouveau un débat sur la question. Il appartiendra au Conseil d'administration d'en poursuivre l'examen à sa dix-septième session.

40. M. Kryger se félicite des résultats obtenus lors de la dernière Conférence pour les annonces de contributions et espère qu'à l'avenir celles-ci augmenteront d'au moins 9,6 p. 100 par an. Il espère également qu'au cours des prochaines années le PNUD recevra un appui financier plus important des pays qui, traditionnellement, sont des donateurs nets ainsi que de ceux qui, bien que placés dans la catégorie des pays en voie de développement, ont un produit national brut par habitant relativement élevé.

41. M. Kryger attend avec intérêt les résultats du calcul des chiffres indicatifs de planification auxquels procède l'Administrateur pour la dix-septième session du Conseil d'administration du PNUD et espère que ces résultats permettront au Conseil de prendre une décision qui satisfasse toutes les parties.

42. La délégation danoise note avec satisfaction les activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général et notamment l'accent qui est mis dans ses programmes sur les besoins des pays en voie de développement les moins avancés. Elle se félicite également des résultats obtenus par le programme des Volontaires des Nations Unies au cours des dernières années et espère que celui-ci continuera à faire œuvre positive. La délégation danoise appuie également le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et note avec satisfaction qu'il a étendu son champ d'activité. Convaincue que les activités du Fonds doivent être coordonnées avec celles du PNUD, la délégation danoise se félicite de la résolution 3019 (XXVII) dans laquelle l'Assemblée générale a décidé de placer le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sous l'autorité du Conseil d'administration du PNUD. Le débat que celui-ci a consacré au Fonds à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, chap. VI) a été en général satisfaisant et laisse bien augurer de la façon dont il s'acquittera des nouvelles responsabilités qui lui ont été confiées dans cet important domaine.

43. La délégation danoise rend hommage au FISE pour la tâche qu'il a accomplie jusqu'à présent et appuie les activités qu'il envisage d'exécuter à l'avenir, notamment dans la péninsule indochinoise; elle souligne en outre l'importance des efforts que fait cette organisation pour améliorer le sort des enfants défavorisés dans les différentes parties du monde. Il serait peut-être souhaitable que le FISE fasse porter ses efforts en priorité sur les pays en voie de développement les moins avancés.

44. Enfin, la délégation danoise prend note avec satisfaction des travaux effectués par le Programme alimentaire mondial, notamment dans le domaine des secours d'urgence. La coopération dont cet organisme fait preuve avec les autres organes de l'Organisation des Nations Unies, notamment avec le PNUD, est exemplaire.

45. M. ELIASHIV (Israël) note avec intérêt la réorganisation dont le PNUD a été l'objet sous la direction de l'Administrateur et se félicite de la déclaration de celui-ci selon laquelle le Programme a accordé une

priorité élevée à l'amélioration de ses capacités opérationnelles et s'efforce notamment de recruter des jeunes aussi qualifiés dans les pays en voie de développement. Ces réformes ainsi que d'autres devraient permettre au PNUD de répondre plus efficacement aux besoins des pays en voie de développement. Toutefois, les ressources dont il dispose actuellement sont de toute évidence insuffisantes. La délégation israélienne estime donc que le Programme doit bénéficier d'un appui plus important des gouvernements. Elle note avec satisfaction que le Conseil d'administration a reconnu la nécessité de s'occuper des aspects sociaux du développement et constate que le Programme se préoccupe de plus en plus des effets du chômage et du paupérisme. Les projets pouvant donner lieu à des investissements consécutifs et ceux qui ont un effet multiplicateur doivent recevoir une priorité absolue. Il faut également tenir compte du personnel de contrepartie disponible, et étudier la possibilité d'entreprendre des activités consécutives aux projets et d'adapter ces derniers à un cadre sectoriel plus large dans le plan national de développement économique. Ce qui renforce considérablement l'efficacité du PNUD, c'est qu'il sert de catalyseur pour mobiliser les ressources publiques des pays. Il est encourageant de constater que les activités de préinvestissement bénéficiant de l'aide du PNUD ont donné lieu à des investissements consécutifs de plus de 3 milliards de dollars, soit deux fois plus que l'année précédente.

46. La délégation israélienne pense qu'il devrait exister une plus grande complémentarité entre les projets d'assistance bilatéraux et multilatéraux. Les programmes de coopération technique bilatéraux et multilatéraux devraient davantage faire appel à l'expérience et aux capacités des pays en voie de développement les plus avancés et leur permettre de mettre leur compétence au service des autres pays en voie de développement. La délégation israélienne appuie entièrement les efforts entrepris par le Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement pour déterminer les modalités selon lesquelles de tels arrangements pourraient être conclus entre pays en voie de développement et déclare que le gouvernement israélien est prêt à le faire bénéficier de son expérience en la matière.

47. Il faut espérer que la tendance à l'innovation et à l'expérimentation se poursuivra. On ne saurait trop souligner en effet les avantages qu'offrent les efforts déployés au niveau mondial ou régional, comme le montrent par exemple les recherches sur la mise au point d'une variété de maïs riche en protéines au Mexique. Il convient donc de se féliciter de l'augmentation du nombre de projets mondiaux et interrégionaux du PNUD; toutefois, il faudrait consacrer davantage d'attention à l'identification, la formulation et l'exécution de ces projets et ils devraient porter davantage sur l'application de la science et de la technique au développement.

48. Le PNUD devrait être l'un des principaux instruments servant au transfert de techniques appropriées aux pays en voie de développement, de façon à améliorer sensiblement les conditions de vie de la population. Des projets bien choisis sont très utiles à cet égard et il est bon de constater que le Conseil d'administration a approuvé des modifications de politique qui permettront davantage d'innovations. La

délégation israélienne juge que des efforts particuliers devraient porter sur les sujets suivants : dessalement de l'eau, énergie solaire, malnutrition, mise en valeur de zones arides, agriculture, élevage du poisson et utilisation de matériaux locaux pour la construction.

49. Les pays en voie de développement ne devraient pas sous-estimer leur propre capacité de développement et ils ne devraient pas dépendre uniquement des pays hautement industrialisés. Il convient de mettre davantage l'accent sur l'assistance mutuelle entre pays en voie de développement. Pour sa part, Israël, qui est un pays en voie de développement, partage avec d'autres pays les avantages qu'il tire des conseils et de l'assistance qui lui sont offerts sur le plan international, ce qui illustre l'effet multiplicateur de l'assistance au développement. Ainsi, depuis le début de son programme international de coopération technique, Israël a envoyé dans des pays en voie de développement plus de 4 000 experts et il a formé plus de 15 000 étudiants et stagiaires, en plus de ceux qui ont assisté à des cours organisés par Israël dans divers pays en voie de développement. Certains projets sont des entreprises trilatérales, Israël étant le conseiller technique, le gouvernement hôte prenant à sa charge une partie des dépenses et une organisation internationale offrant les capitaux nécessaires. Chacun de ces projets accorde une importance majeure à la mise en valeur des ressources humaines et cherche à former du personnel local qui soit capable de poursuivre le projet.

50. Selon M. Eliashiv, les rapports entre donateurs et bénéficiaires, soulignant les obligations et les privilèges de chacun, sont depuis longtemps établis; l'objectif devrait être maintenant de former les masses de population et de les préparer à absorber les modifications qu'entraîne le développement moderne, tout en conservant les caractéristiques locales, régionales et nationales. Il convient donc d'introduire des modifications limitées dans des domaines bien définis, modifications qui devraient être progressives et conformes à la capacité locale de changement. En même temps, pour maintenir le sentiment d'identité, il convient de faire participer activement les dirigeants traditionnels et les institutions existantes au processus de modernisation.

51. Les gouvernements, en particulier les gouvernements des pays industrialisés, doivent continuer à offrir le soutien voulu à l'assistance multilatérale et, pour leur part, les pays en voie de développement doivent continuer à réévaluer la façon dont ils utilisent les fonds multilatéraux.

52. La délégation israélienne appuie les mesures spéciales décidées en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Pour qu'on puisse consacrer davantage de ressources à ces pays, Israël a informé l'Administrateur qu'après 1976 il ne demandera plus l'assistance du PNUD. Pourtant, Israël se considère encore comme un pays en voie de développement dont les tâches de développement sont énormes et il intensifiera par conséquent ses relations avec le PNUD et les institutions spécialisées. En même temps, il poursuivra ses efforts pour promouvoir la coopération internationale dans le domaine du développement sur une base bilatérale aussi bien que multilatérale.

53. M. FERNANDEZ VILLAVARDE (Espagne) dit que le rapport du Conseil d'administration du PNUD porte notamment sur les mesures spéciales à prendre en

faveur des pays en voie de développement les moins avancés. C'est une question qui progresse laborieusement; en effet, si à l'imprécision concernant le fond de la question s'ajoute l'insuffisance des ressources disponibles ou prévisibles, il n'est pas étonnant que l'idée de renforcer l'aide offerte à ces pays n'ait pas encore été traduite dans la réalité. Pourtant, la CNUCED, le Conseil économique et social, le PNUD et l'Assemblée générale ont affirmé qu'il existe dans le monde une catégorie de pays en voie de développement dont la situation économique est inacceptable et qui sont incapables de se développer par eux-mêmes, par le jeu normal des relations économiques. Ils ont donc besoin de conditions spéciales de la part de la communauté internationale dans les domaines financier, technique, commercial, etc. Les organisations internationales ont commencé à se pencher sur la question, et la délégation espagnole se félicite de la décision qu'a prise le PNUD, à la seizième session du Conseil d'administration, d'allouer 35 millions de dollars à ces pays pendant le cycle actuel de programmation et de porter une attention particulière à leur situation lors de la révision des chiffres indicatifs de planification pour le nouveau cycle de programmation. Il s'agit là d'un premier pas en faveur de ces pays.

54. Il convient d'autre part de se féliciter que le Comité de la planification du développement ait considéré, en révisant la liste des pays les moins avancés, que l'inclusion d'un pays dans cette liste n'a rien de définitif mais qu'il s'agit en fait d'un processus dynamique. Depuis l'élaboration de cette liste⁴, il y a eu en effet de nombreuses divergences de vues quant à son exactitude, et, en exemple de la tendance naturelle à "débloquer" cette catégorie immuable, on peut citer la situation des pays "marginaux", c'est-à-dire des pays qui ne diffèrent pas beaucoup des pays actuellement identifiés comme constituant le "noyau" des pays les moins avancés. L'existence même de cette catégorie permet de dégager deux conclusions générales; tout d'abord, étant donné que la situation des pays en voie de développement est très variable, il convient d'établir une étude multiple du développement qui définisse les caractéristiques de chacun et les mesures nécessaires pour remédier aux problèmes. Le fait de figer le monde en deux catégories de base, pays développés et pays en voie de développement, avec une sous-catégorie constituée par le noyau des pays les moins avancés, revient à ne pas regarder la réalité en face. En deuxième lieu, la notion de "noyau" ne peut pas justifier l'adoption d'une politique uniforme à l'égard du développement qui laisserait dans le vague la possibilité d'une assistance supplémentaire pour les pays les moins avancés. Ceux-ci doivent recevoir non seulement une aide complémentaire mais, bien plus, une aide préférentielle de la part des organisations internationales, et qui vise précisément ces pays.

55. En ce qui concerne les dispositions institutionnelles du PNUD sur les mesures à prendre en faveur des pays les moins avancés et la création éventuelle d'un fonds spécial, la délégation espagnole juge qu'il convient non pas tant de décider s'il convient ou non d'établir un fonds que de décider comment il convient de réorienter la politique d'assistance à l'égard des pays les moins avancés. Tout arrangement institutionnel qui sera finalement retenu devra tenir compte des deux principes suivants : il devra être capable de susciter une

⁴ Ibid., cinquante et unième session, Supplément No 7, par. 66.

augmentation du courant d'assistance vers la catégorie de pays qui doit en bénéficier. Pour d'aucuns, l'expérience passée autorise un certain optimisme, mais la délégation espagnole se permet d'en douter. D'autre part, la création d'un nouveau fonds ne devrait jamais être prétexte à éviter de réorienter la politique des organismes existants en faveur des pays les moins avancés.

56. De l'avis de la délégation espagnole, la création d'un nouveau fonds ne paraît guère souhaitable et il lui semble plus judicieux d'accélérer la transformation du PNUD en faveur des pays les moins avancés. En même temps, il faudrait réorienter l'assistance bilatérale et multilatérale.

57. A première vue, la délégation espagnole s'intéresse au projet de résolution A/C.2/L.1306 et elle l'étudiera en fonction des considérations qu'elle vient de formuler.

58. M. HALÁSZ (Hongrie) dit que son pays, qui est à la fois donateur et bénéficiaire, juge particulièrement importants deux principes essentiels du PNUD : universalité et caractère bénévole. Il est convaincu que le PNUD doit être la principale source de financement des projets exécutés par les Nations Unies.

59. La programmation par pays devrait permettre de rendre le Programme plus rationnel et équitable; la délégation hongroise se félicite de la part accrue que le Programme réserve aux secteurs de production, y compris à l'industrie. Il est encourageant d'autre part de constater que les relations entre l'Administration et le Conseil d'administration sont devenues plus actives.

60. La délégation hongroise espère qu'à sa dix-septième session le Conseil d'administration mettra au point les critères à suivre pour le calcul des chiffres indicatifs de planification. Elle se félicite de la décision d'octroyer au moins 25 p. 100 des ressources disponibles aux pays les moins avancés. Toutefois, les critères ne peuvent être définitifs et il conviendra de les modifier à mesure de l'évolution de la situation.

61. La question principale continue à être la question des ressources; c'est pourquoi la République populaire de Hongrie a augmenté d'un tiers sa contribution volontaire au PNUD de 1971 à 1973 et elle a annoncé une augmentation de 50 p. 100 de sa contribution en 1974. Il convient que d'autres pays suivent cet exemple, d'autant plus qu'il faut remédier aux effets de la crise monétaire des pays capitalistes et des tendances inflationnistes. La responsabilité des difficultés financières du PNUD incombant aux pays donateurs, c'est à eux qu'il appartient de tirer les conclusions qui s'imposent. En fait, la classification plus ou moins arbitraire des pays bénéficiaires, et les obligations et le calendrier qui leur sont imposés peuvent difficilement améliorer les choses. En même temps, ces facteurs donnent une interprétation quelque peu bizarre au principe du caractère volontaire des contributions et peuvent provoquer une division politiquement indésirable entre pays bénéficiaires.

62. Il convient d'autre part de veiller à assurer une utilisation plus efficace des ressources. A cet égard, la délégation hongroise souligne que, trop souvent, les organisations chargées de l'exécution n'appliquent pas comme elles le devraient la résolution 2975 (XXVII) de l'Assemblée générale. La coopération entre le PNUD et ses agents d'exécution a besoin d'être nettement

améliorée. En effet, ceux-ci ne prêtent pas suffisamment attention à ce qui est dit au Conseil d'administration et ne fournissent pas toujours à ce dernier les renseignements nécessaires concernant leurs activités.

63. L'Assemblée générale a exprimé sa conviction, dans la résolution 2974 (XXVII), qu'il convenait d'utiliser au maximum la capacité et l'expérience "de tous les Etats Membres". Or le Conseil d'administration a entendu un grand nombre de critiques justifiées en ce qui concerne les questions de la répartition des contrats de sous-traitance et du recrutement de spécialistes. En effet, il arrive souvent que les besoins d'un pays en voie de développement puissent être mieux satisfaits à l'aide des produits et des techniques d'un autre pays en voie de développement qu'à l'aide de ceux d'un pays hautement industrialisé. Ce sont pourtant les pays industrialisés qui reçoivent le plus grand nombre de contrats. De même, les spécialistes de pays en voie de développement et de pays socialistes sont souvent mieux en mesure d'offrir une assistance aux pays moins avancés, et on voit donc mal pourquoi le PNUD n'a pas davantage recours à eux.

64. La délégation hongroise souligne une fois de plus ses réserves à l'égard du programme adopté par le PNUD pour Israël. Les pays qui, comme Israël, continuent à violer la Charte des Nations Unies ainsi que les résolutions de l'Organisation ne devraient pas pouvoir prétendre à une assistance du PNUD. D'autre part, Israël n'est pas un pays en voie de développement; de plus, en raison de sa politique d'agression, il a été condamné à maintes reprises par l'Organisation des Nations Unies et il envoie des armes en Afrique du Sud, au Portugal et à la Rhodésie du Sud. Il exploite les ressources naturelles de territoires occupés et oblige les pays arabes voisins à consacrer une partie importante de leurs ressources à la défense, ce qui retarde leur développement économique.

65. M. CHATENAY (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) dit que le Groupe de la Banque mondiale salue les initiatives et les déclarations du Gouvernement néerlandais au sujet de l'assistance internationale à offrir aux pays les plus pauvres. Le projet de résolution A/C.2/L.1306 permettrait d'adopter une nouvelle forme d'assistance destinée en priorité aux pays les moins avancés. L'expérience acquise par le Groupe de la Banque mondiale, en particulier par l'AID, démontre que les problèmes de développement de ces pays sont particulièrement ardu, qu'ils ont des caractéristiques particulières et qu'ils appellent des efforts particuliers de la part des sources d'assistance. Le Groupe de la Banque mondiale a effectué des recherches et a dégagé des solutions réalistes qui devraient permettre de servir les intérêts de ces pays; il serait heureux de mettre son expérience à la disposition de ceux qui étudieront l'application des activités nouvelles du Fonds d'équipement des Nations Unies, de façon soit que les activités de ce fonds viennent en renfort de ce qui se fait déjà, soit qu'elles répondent à des besoins que l'assistance multilatérale ne couvre pas. M. Chatenay ne doute pas que la collaboration entre le PNUD et la BIRD sera fructueuse dans ce domaine comme elle l'est dans les autres.

La séance est levée à 12 h 55.